

Direction régionale et Interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie

Unité territoriale des Yvelines

## Arrêté de mise en demeure n° 2014244-0008

Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 17 octobre 2012 autorisant la société APR2 (Atelier Pro Réseaux Recyclage) à augmenter les capacités de traitement de déchets d'équipement électriques et électroniques dans son établissement situé sur la commune de Bonnières-sur-Seine ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 4 août 2014 ;

**Vu** le courrier du 4 août 2014 transmettant à l'exploitant le rapport de l'inspection des installations classées accompagné du projet d'arrêté de mise en demeure ;

**Considérant** qu'à l'issue de l'inspection du 12 novembre 2013, une non-conformité notable a été signalée à l'exploitant vis-à-vis des besoins en eau d'extinction ;

**Considérant** que, selon l'exploitant, des travaux de mise aux normes des poteaux existants ont été réalisés le 24 juillet 2014 et que, à l'issue des travaux, un contrôle du débit disponible sera effectué ;

**Considérant** qu'en fonction du résultat obtenu, l'exploitant s'est engagé à mettre en conformité le nombre d'aires d'aspirations en Seine nécessaires pour couvrir les besoins en eau d'extinction (évaluée à 510 m<sup>3</sup>/h) avant avril 2015 ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas émis d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 5 août 2014 ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture :

### Arrête

**Article 1<sup>er</sup>** : La société APR2 (Ateliers Pro Réseaux Recyclage) est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé à Bonnières-sur-Seine (78270), Village d'entreprises, ZI, RN 13, de respecter, dans un délai de huit mois, les dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2012, en disposant d'une défense extérieure conforme, contre l'incendie (poteaux et/ou points d'eau naturels ou artificiels).

**Article 2 :** Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

**Article 3 : Délais et voies de recours :**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Bonnières-sur-Seine, le colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Yvelines, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le

21 SEP. 2014

le Préfet.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général

Philippe CASTANET